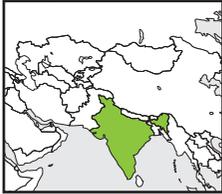


# La croissance non durable mène à la catastrophe environnementale



Le manque de planification à long terme qui a caractérisé les Gouvernements de l'Inde se perçoit clairement dans sa croissance démographique et dans l'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub>. Les « missions » récemment proposées (ou initiatives en faveur du développement durable) non seulement sont insuffisantes mais leur efficacité, même minimum, reste à prouver. Les récents amendements à Loi sur l'Acquisition des terres de 1984, longuement critiquée, manquent de clarté et leur façon d'aborder les problèmes législatifs laisse à désirer. Le Gouvernement doit encourager pleinement les sources d'énergie renouvelables et inclure dans la planification du développement la gestion du risque climatique. S'il ne le fait pas, tous les horizons du pays seront sombres.

Social Watch India  
Himanshu Jha

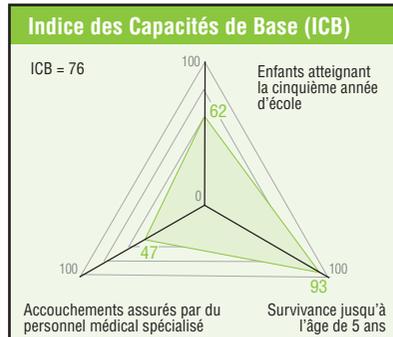
L'Inde affronte différents défis sociaux, tels que la croissance économique inégale, la mauvaise gestion des ressources naturelles, l'exclusion d'une grande partie de la population dans la prise de décisions et dans l'accès aux services élémentaires, la dégradation constante de l'environnement, et des institutions qui ne sont pas capables de prendre suffisamment en compte les considérations environnementales et le développement social dans les objectifs de la politique économique. Au cours de la dernière décennie, l'Inde a souffert une série de catastrophes naturelles qui ont lésé sérieusement l'économie et épuisé les ressources naturelles, mettant ainsi en péril l'alimentation de millions de personnes. Actuellement, 77 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

Le pays est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles, telles que les cyclones et les inondations annuelles à la période des moussons. Si l'on ajoute à cela une gestion des ressources pratiquement inexistante, une infrastructure inadaptée et des pratiques non durables, l'avenir du pays semble sombre. Le réchauffement mondial a déjà eu des retombées : augmentation de l'activité cyclonique, hausse du niveau des mers et de la température ambiante ; quant aux précipitations des changements ont été enregistrés, qui s'accroîtront dans un avenir proche. La hausse des températures surtout va altérer les modèles de la cryosphère (neige/glace) de l'Himalaya, ce qui aura un impact énorme sur les écosystèmes de la région et sur la biodiversité, ainsi que sur les moyens de subsistance de millions de personnes.

On estime que la population du pays augmentera de 1,2 million environ en 2016<sup>1</sup>, ce qui supposera une forte pression sur les ressources naturelles, et l'on prévoit qu'il s'ensuivra une pénurie d'eau, l'épuisement et l'érosion des sols, la déforestation et la pollution de l'eau et de l'air.

## Les missions

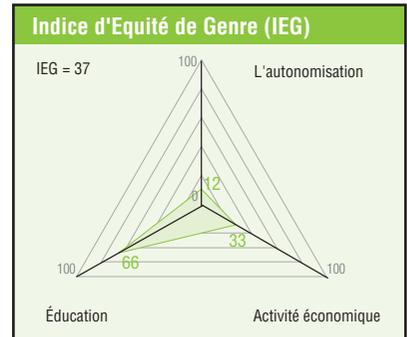
Le changement climatique est dû en grande partie aux modèles non durables de consommation des pays riches industrialisés qui sont responsables de



plus de 70 % de la totalité des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et qui consomment 75-80 % des ressources mondiales, alors qu'ils n'abritent que 25 % à peine de la population. Tandis qu'un habitant de l'Inde émet l'équivalent de moins de deux tonnes de carbone par an, un habitant des USA émet l'équivalent de plus de 20 tonnes<sup>2</sup>. Cependant, malgré sa pauvreté relative, l'économie indienne a déjà des impacts sur le climat. En 2008 l'Inde était le quatrième émetteur de CO<sub>2</sub> au niveau mondial<sup>3</sup>.

Le Gouvernement a proposé un Plan d'Action national pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, et il a également élaboré le programme «Missions», un ensemble de stratégies pour le développement durable qui serviront de législation nationale en matière de climat dans un futur immédiat. Or, ces politiques obéissent davantage à des impératifs d'adaptation et à des modèles de développement non durables qu'à une orientation réaliste et adéquate de la durabilité environnementale. D'ailleurs, l'Inde, comme le G77 et la Chine, comptent sur le fait que le monde développé s'accorde sur une réduction de 40 % des émissions de CO<sub>2</sub> à l'horizon 2020 pour que les pays en voie de développement obtiennent « l'espace atmosphérique » approprié, nécessaire à leur développement<sup>4</sup>.

Les missions envisagées comprennent une Mission solaire nationale (visant à générer 20 000



MW d'énergie solaire en 2020), une Mission nationale pour un Habitat durable (ciblant l'efficacité énergétique des immeubles résidentiels et commerciaux, et l'amélioration de la gestion des déchets solides), une Mission nationale de l'Eau (destinée à améliorer la gestion de l'eau et la conservation des rivières), une Mission nationale pour l'Inde verte (centrée sur la reforestation), et une Mission nationale pour l'Agriculture durable.

La première à avoir été lancée, c'est la mission solaire ; les autres ont été approuvées mais elles n'ont pas encore été mises en œuvre, et tous les projets des documents des missions sont prêts. Néanmoins, on ignore encore si ces missions seront proposées par le Gouvernement comme stratégie principale pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> du pays. Le ministre de l'Environnement et des Forêts a déjà assuré que l'Inde promulguera un standard obligatoire de combustible efficace en 2011 et qu'il a pour objectif de fournir 20 % de son électricité grâce à des énergies renouvelables en 2020. Le Gouvernement aspire aussi à réduire l'intensité énergétique du pays de 15-20 % au cours des 20 prochaines années et à étendre de 15 % la surface couverte par les forêts ou par les arbres afin de piéger le carbone de l'atmosphère. Cela se traduira par une déviation de plus de 9 % par rapport à la façon habituelle de mener les affaires, selon le calcul des ONG locales<sup>5</sup>.

## L'impact des projets d'infrastructure à grande échelle

Il existe un besoin urgent de reconcevoir les projets d'infrastructure à grande échelle dans un cadre de développement durable et de prendre en compte

1 Wikipedia, *Environmental issues in India*, <en.wikipedia.org/wiki/Environmental\_issues\_in\_India>.

2 *Citizens Report on Governance and Development 2010*, (Sage Publications, 2010), <socialwatchindia.net/publications/citizens-report-on-governance-and-development-2010-executive-summary>.

3 Wikipedia, *Liste des pays par émissions de dioxyde de carbone*, <fr.wikipedia.org/wiki/Liste\_des\_pays\_par\_%C3%A9missions\_de\_dioxyde\_de\_carbone>.

4 *Citizens Report on Governance and Development*, op.cit.

5 Ibid.

la politique existante ainsi que le cadre régulateur de tels projets. « Vu la définition d'une trajectoire de développement économique durable et faible en carbone, il est important de ne pas considérer simplement les projets d'infrastructure à grande échelle comme quelque chose à inclure en faveur de l'environnement et de la société »<sup>6</sup>. Parmi les initiatives politiques actuelles figurent le Plan national d'action sur le changement climatique et le Plan d'action nationale appropriée d'Atténuation pour l'énergie faible en carbone, la Loi relative à l'Électricité 2003, la Notice d'impact sur l'environnement, la Loi relative à l'air de 1981 pour la régulation des émissions et la Loi nationale du Tribunal vert, pour en citer certaines.

Malgré le cadre de réglementation légale en vigueur, les solutions légales relatives à la pollution ont été faibles. Comme le signalait en 2002 une évaluation de la Commission de Planification du Comité national de contrôle en matière de pollution : « La non installation de mécanismes d'atténuation de la part des unités de pollution est la conséquence directe du manque absolu de mécanismes efficaces de sanction et de dissuasion en cas d'infraction. »

Une autre analyse souligne que la plupart des lois et des règlements environnementaux de l'Inde sont d'ordre procédural et manquent de directives politiques claires. Leur façon d'aborder la pollution se centre davantage sur la prévention que sur l'application de la législation en vigueur<sup>7</sup>. D'autre part, la plupart des projets d'infrastructure sont gérés à travers des procédures non judiciaires, et sont de plus en plus résolus à coups de contrats ou de mesures législatives ou exécutives. Une révision des projets de l'Autorité nationale des routes de l'Inde a détecté que les entrepreneurs n'intègrent pas la gestion de l'environnement dans leurs programmes et que l'adoption volontaire de bonnes pratiques de gestion environnementale est quasiment inexistant<sup>8</sup>.

### Ravitaillement en eau et assainissement

Malgré les efforts du Gouvernement, le réseau de ravitaillement en eau et d'assainissement demeure insuffisant. En 2008, 54 % seulement de la population urbaine avait accès aux services d'assainissement, y compris le raccordement aux conduites d'égouts publiques et à un système septique, de même qu'à des latrines à siphon hydraulique et des latrines à fosse ventilée, tandis que dans les

## LE PROBLÈME DE L'ACQUISITION DES TERRES

L'acquisition de terres par l'État est devenue un sujet primordial. Le Gouvernement a pris environ 147 millions d'hectares de terres agricoles pour le développement urbain, et 2,81 millions d'hectares ont cessé d'être fertiles en raison de l'industrialisation et de l'urbanisation. Le ministère du Commerce a confisqué plus de 200 000 hectares pour des projets de développement, obligeant à se déplacer plus de 21 millions de personnes.

La Loi relative à l'Acquisition des terres de 1894, promulguée pendant l'époque coloniale, reste encore la principale législation en vigueur. Cette loi autorise le Gouvernement à acquérir des terrains privés à des fins publiques, y compris des centres de résidence pour les personnes pauvres et les sinistrés, mais la compensation économique s'est fondée sur l'estimation de la valeur du terrain agricole qui peu à peu s'est dépréciée ; l'acquisition de nouvelles terres par les anciens propriétaires devient dès lors particulièrement difficile.

La Loi sur l'Acquisition des terres a été critiquée par une foule d'activistes, de politiques et d'économistes. En 2007 un amendement a été inclus, ainsi qu'une Loi de Réhabilitation et de Réinstallation, mais elles ont toutes les deux échoué dans leur mise en œuvre en 2009 pour être finalement reformulées et réintroduites – par les membres du Conseil du gouvernement national – en mai 2011. Cette modification a redéfini le concept d'« utilité publique » comme servant à des fins défensives ou à tout autre projet « utile pour le public en général » ; cependant la définition d'« utilité publique » reste encore bien vague.

zones rurales le nombre atteint le taux alarmant de 21 %<sup>9</sup>.

Les institutions chargées de fournir et d'entretenir l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont souvent perçues comme étant inefficaces, et manquent le plus souvent des moyens financiers nécessaires. La situation, malgré tout, s'améliore peu à peu : en 1980, on estimait à 1 % le taux d'accès de la population rurale aux services d'assainissement, et en 2008 il est monté à 21 %, comme mentionné ci-dessus.

### La contamination du Gange et l'extraction minière illégale

Le Gange, fleuve sacré des Hindous, est terriblement pollué et regorge de déchets chimiques, d'eaux souillées des égouts et de restes humains et d'animaux. Une des causes de cette pollution provient de l'extraction minière illégale, surtout dans la zone d'Haridwar où se concentre grande partie de la trituration de pierres et des opérations minières illégales, ce qui saccage le lit du fleuve et pollue ses eaux de décombres et de déchets. L'extraction minière de sable et de pierres (principalement destinée au Bâtiment) a accru le risque d'inondations et provoqué une grave déforestation<sup>10</sup>. L'extraction minière illégale a été la

source de controverses dans tout le pays. Dans certains cas (la concession minière à Andhra Pradesh, par exemple) des membres du Gouvernement se trouvent impliqués<sup>11</sup>.

### Recommandations

Face aux menaces planant sur le développement durable, le Gouvernement doit prendre d'urgence les mesures suivantes :

- Effectuer une évaluation détaillée de l'efficacité énergétique à l'échelle nationale pouvant servir à soutenir les efforts du Gouvernement central ;
- Encourager l'énergie renouvelable par le biais d'exemptions fiscales, d'aides économiques, de meilleures conditions de marché, de crédits souples de la part des institutions financières, etc. ;
- Intégrer la gestion du risque climatique dans les programmes nationaux de développement ;
- Établir un comité de coordination de donneurs multiples afin de promouvoir des actions climatiques d'atténuation et d'adaptation ;
- Rendre l'information climatique disponible et accessible aux différentes communautés pour qu'elles puissent communiquer leurs analyses, et soutenir l'identification de solutions durables, et assurer en même temps que la Réduction effective des risques de catastrophe reste fondée sur la connaissance locale et construite sur l'analyse participative au niveau local des vulnérabilités et des capacités. ■

6 V. Upadhyay, *Infrastructure Regulation For the Low Carbon Economy: Survey of Key Issues and Concerns*, India Infrastructure Report, <[www.idfc.com/pdf/report/Chapter-1.pdf](http://www.idfc.com/pdf/report/Chapter-1.pdf)>.

7 K. Priyadarshini y G. K. Omprakash, "Compliance to Environmental regulations: The Indian Context," *International Journal of Business and Economics*, Vol.2, No.1 (2003): 9-26

8 Videh, op.cit.

9 Wikipedia, *Water supply and sanitation in India*, <[en.wikipedia.org/wiki/Water\\_supply\\_and\\_sanitation\\_in\\_India#cite\\_note-JMP-0](http://en.wikipedia.org/wiki/Water_supply_and_sanitation_in_India#cite_note-JMP-0)>.

10 NDTV, *Exposing the illegal mining in Haridwar*, (16 de junio de 2011), <[www.ndtv.com/article/india/exposing-the-illegal-mining-in-haridwar-112580](http://www.ndtv.com/article/india/exposing-the-illegal-mining-in-haridwar-112580)>.

11 Wikipedia, *Illegal mining in India*, <[en.wikipedia.org/wiki/Illegal\\_mining\\_in\\_India](http://en.wikipedia.org/wiki/Illegal_mining_in_India)>.